

Cinq personnes blessées dans une attaque à la grenade au Burundi

PANA, 05 décembre 2017 Bujumbura, Burundi - Une attaque à la grenade a blessé cinq personnes, dont deux grièvement, dans la nuit de lundi à mardi, près d'un parking de bus de transport en commun, à Bwiza, un quartier résidentiel du centre-ville de Bujumbura, apprend-on de source sécuritaire dans la capitale burundaise.

Dans la nuit de dimanche à lundi, un policier avait été tué et un autre blessé par leur compagnon d'armes, "en état d'ivresse", à Kanyosha, plus au sud de Bujumbura, avait expliqué le porte-parole de la police nationale, Pierre Nkurikiye. La même source policière est venue expliquer, mardi, qu'un suspect a été appréhendé en rapport avec l'attaque à la grenade, dans le quartier populaire de Bwiza. Les armes détenues illégalement par la population sont généralement citées parmi les causes principales de l'insécurité résiduelle depuis les élections générales controversées et les violences de 2015. Le traumatisme reste particulièrement profond à Bujumbura, la capitale burundaise et epicentre du violent mouvement de contestation populaire du troisième mandat présidentiel qui a été dureté. Des explosions de grenades avaient sensiblement baissé l'intensité tout le long de cette année, contrairement aux précédentes années où elles se faisaient entendre presque au quotidien, parfois dans des lieux publics, comme les marchés, les débits de boissons ou encore les positions policières à Bujumbura, sans que de tels attentats aveugles ne soient ouvertement revendiqués. Le désarmement des civils figure parmi les rares points de consensus des acteurs politiques burundais, présents à Arusha, en Tanzanie, pour vider le contentieux électoral de 2015. Par contre, les questions politiques, supposées normaliser durablement la situation toujours délicate du pays, manquent de consensus. La quatrième et dernière session des pourparlers inter-burundais de paix devrait prendre fin le 8 décembre prochain sur un accord global de paix à signer en présence des chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est. Aux dernières nouvelles, c'est une "déclaration finale" qui va sanctionner les travaux de deux semaines de tractations marquées par de profondes divergences entre le pouvoir et l'opposition, surtout en ce qui concerne un Gouvernement d'entente nationale. Le pouvoir burundais s'oppose à un tel Gouvernement pour ne pas remettre en cause le verdict populaire de 2015 qui a parlé en sa faveur, dit-on. La session de la dernière chance a été boudée par le Conseil national pour la défense de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la réconciliation et l'Etat de droit (CNARED, une coalition d'opposition en exil).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});